

Audience publique du 18 juin 2007

Recours formé par
Monsieur ...
et son épouse Madame ..., ...,
contre deux décisions du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
en matière de statut de réfugié

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 22394 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 8 janvier 2007 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (République démocratique du Congo), et de Madame ..., née le ...(Congo), agissant en leur nom personnel ainsi qu'au nom et pour compte de leur fille mineure... , tous de nationalité congolaise, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 3 novembre 2006 portant rejet de leur demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée et leur ayant refusé le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre intervenue sur recours gracieux en date du 6 décembre 2006 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 7 mars 2007 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif en date du 10 avril 2007 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH pour compte des demandeurs ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport ainsi que Maître Ardavan FATHOLAHZADEH et Madame le délégué du Gouvernement Jacqueline JACQUES en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 juin 2007.

Les 18 novembre 2002 et 22 août 2005, Monsieur ... et son épouse Madame ... introduisirent oralement auprès du service compétent du ministère de la Justice, respectivement du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971,

l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

Monsieur ... fût entendu les 16 avril et 9 mai 2003 par un agent du ministère de la Justice et Madame ... les 13 septembre et 3 novembre 2005 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur leur situation et sur les motifs à la base de leur demande en obtention du statut de réfugié.

Par décision du 3 novembre 2006, notifiée par courrier recommandé expédié le 7 novembre 2006, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration informa les époux ... – ... de ce que leur demande avait été rejetée, décision libellée comme suit :

« En mains les rapports du Service de Police Judiciaire du 18 novembre 2002, du 22 août 2005 et du 12 octobre 2005 ainsi que le rapport d'audition de l'agent du Ministère de la Justice du 16 avril 2003 et le rapport d'audition de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration du 13 septembre 2005.

Monsieur, il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire du 18 novembre 2002 que vous auriez quitté Kinshasa le 17 novembre 2002 par avion accompagné d'un homme d'affaires au nom de XXX. Vous ignorez où en Europe vous auriez atterri le 18 novembre 2002. Par la suite XXX vous aurait amené en voiture au Luxembourg. Le dépôt de votre demande d'asile date du 18 novembre 2002. Vous précisez avoir laissé votre passeport au Congo.

Monsieur, il résulte de vos déclarations que depuis le 12 octobre 2001 vous auriez travaillé comme officier de renseignement auprès de l'Agence Nationale de Renseignement, l'ANR. Le 28 août 2002 votre cousine vous aurait demandé de faire des recherches à propos de l'assassinat de sa fille Ange décédée le 17 mars 1999. Un colonel lui aurait fait savoir que le dossier se trouverait à l'ANR. En cherchant dans les archives vous auriez découvert qu'elle aurait été assassinée par le caporal Bahati sous l'ordre de l'administrateur général Kazadi Nyembwe. Ange aurait été tuée par vengeance, les militaires n'auraient pas trouvé son père pour l'arrêter, ce dernier ayant un poste important à l'Office Zaïrois de Café. Le 1er septembre 2002 vous auriez donné cette information à votre cousine et elle l'aurait transmise au Parquet. Le 13 septembre 2002 vous auriez découvert au bureau l'ordre d'arrêter votre cousine ainsi que son mari et vous les auriez avertis aussitôt. En octobre 2002 l'administrateur de l'ANR aurait ordonné une enquête pour découvrir qui aurait transmis ces informations à votre cousine.

Le 1^{er} novembre 2002 vous auriez rencontré un ami faisant partie des enquêteurs. Il vous aurait dit que vous seriez recherché et ceci mort ou vivant. Vous seriez alors immédiatement rentré chez vous, auriez dit à votre épouse d'aller se cacher et vous auriez quitté la maison le même jour. Vous vous seriez rendu chez un ami qui vous aurait parlé d'une personne nommée XXX qui quitterait le Congo le 17 novembre 2002. Ce dernier vous aurait demandé une photo et 5000 dollars. Le 17 novembre 2002 XXX serait venu vous chercher chez YYY et vous auriez quitté le Congo ensemble en avion.

Vous dites ne pas être membre d'un parti politique et vous ne faites pas état d'autres problèmes. Votre vie serait en danger étant donné qu'un officier qui quitte le pays serait considéré comme traître.

Madame, il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire du 22 août 2005 que vous auriez quitté Kinshasa le 20 août 2005 en avion avec un homme nommé ZZZ. Vous ne savez pas préciser où vous auriez atterri. Vous auriez été attendue par une voiture qui vous aurait amené au Luxembourg. Le dépôt de votre demande d'asile date du 22 août 2005. Vous ne présentez aucune pièce d'identité.

Madame, il résulte de vos déclarations que vous auriez dû fuir votre domicile le 1^{er} novembre 2002 parce que votre mari, employé à l'ANR aurait donné des informations à sa cousine concernant l'assassinat de la fille de celle-ci. Votre mari vous aurait dit d'aller chez votre amie ... habitant à En décembre 2002, ..., le mari de votre amie et vous-même auriez été arrêtés par des agents du service de renseignement. Vous ignorez comment ils auraient découvert votre refuge. Vous auriez été amenée à la prison de l'ANR à l'avenue Ex 3Z. Vous auriez été mal menée et questionnée à plusieurs reprises afin de savoir si votre mari aurait laissé des documents à la maison et d'indiquer son lieu de résidence. On vous aurait dit que votre mari aurait porté atteinte à la sécurité de l'Etat.

Quinze jours après votre arrestation un ami de Steve serait allé chez un prêtre qui aurait entrepris des démarches pour vous libérer. Vous auriez ainsi été tous les deux libérés en janvier 2003 et vous seriez allée voir un autre prêtre qui vous aurait dit que votre mari serait au Luxembourg. La Caritas au Luxembourg aurait été contactée. Après être restée un an chez des prêtres dans le couvent de ..., les agents de l'ANR auraient découvert votre lieu de séjour et les prêtres auraient décidé de vous mettre dans un autre couvent chez des soeurs à Lorsque les menaces auraient recommencé vous vous seriez adressée à votre sœur qui vous aurait conseillée de quitter le pays. Votre frère serait allé voir un certain ZZZ qui aurait organisé votre voyage en échange de 4000 dollars. Votre soeur aurait payé ce voyage. Vous auriez quitté le Congo le 20 août 2005 pour rejoindre votre mari au Luxembourg.

Vous admettez ne pas être membre d'un parti politique. Vous ne faites pas état d'autres problèmes. Vous auriez peur de vous faire tuer par des agents de l'ANR.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière des demandeurs d'asile qui doivent établir, concrètement, que leur situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Force est cependant de constater qu'à défaut de pièces, un demandeur d'asile doit au moins pouvoir présenter un récit crédible et cohérent. Or, Monsieur, il convient d'abord de relever qu'il ressort du rapport de Police Judiciaire du 12 octobre 2005 que vous avez été arrêté en France à Coquelles, commune de Pas-de Calais, le 30 septembre 2002 en essayant de vous rendre en bus en Angleterre avec un passeport volé et falsifié émis au nom de Il est dès lors impossible que vous auriez quitté le Congo seulement le 17 novembre 2002 comme

vous le prétendez pourtant. Par ailleurs, vous dites que votre ami vous aurait déclaré le 1^{er} novembre 2002 que vous seriez recherché par l'ANR, or à cette date vous étiez déjà en Europe. Notons d'ailleurs que dans le Procès Verbal n° 2002/009035 du 29 septembre 2002 vous étayez que votre nom serait...». Vous y prétendez être engagé à l'Agence Nationale de Renseignement depuis le 24 novembre 1992 et que le 31 juillet 2002 vous auriez été envoyé à une mission à Goma dans l'Est de la RDC. Le 25 août 2002 votre mission aurait été découverte par des rwandais et certains de vos collègues auraient été tués, vous-même auriez réussi à vous enfuir. Kinshasa ne vous aurait pas protégé et vous aurait selon vos dires sacrifiés. Vous vous seriez rendu au Kenya où vous auriez pris un avion pour Paris. Vous y seriez arrivé le 28 septembre 2002. Vous y niez également être passé par la Belgique. Il ressort également de ce procès-verbal que vous auriez déposé une demande d'asile en France.

Force est donc de constater que ces déclarations ne concordent absolument pas avec ce que vous avez déclaré lors des auditions devant l'agent du Ministère de la Justice et que des sérieux doutes quant à la véracité de votre récit doivent être émis. De même lors de votre audition vous déclarez ne jamais avoir séjourné dans un autre Etat membre et ne jamais avoir déposé une demande d'asile. Or, ces déclarations sont manifestement fausses.

Par ailleurs, Monsieur, vous dites d'un côté que votre épouse n'aurait pas pu vous accompagner faute d'argent, ensuite vous prétendez ne pas savoir où elle serait depuis le 1^{er} novembre 2002. De plus il est étonnant que vous auriez ignoré le lieu de séjour de votre femme car selon les déclarations de Madame du 13 septembre 2005 vous lui auriez conseillé d'aller se cacher chez son amie à Vous avez également déclaré à la police judiciaire ne pas savoir où en Europe vous auriez atterri. Or, en audition vous prétendez être arrivé en Belgique. Ensuite, Madame, vous déclarez d'une façon certaine que l'assassinat de la fille Ange se serait déroulé le 17 novembre 1999, alors que votre mari a situé l'assassinat le 17 mars 1999. Puis, selon un courrier électronique adressé à la Caritas de l'abbé ... du 18 décembre 2002, vous auriez été retrouvée par la paroisse ...à ..., or vous avez déclaré avoir été chez votre amie et que ce ne serait qu'après votre libération de la prison en janvier 2003 que vous auriez rejoint les prêtres.

Même en faisant abstraction de ces constatations et à supposer les faits que vous alléguiez établis, ils ne sauraient, en eux-mêmes, constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, fonder une crainte justifiée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section 1, § 2 de la Convention de Genève. En effet, Monsieur, vous dites qu'un ami vous aurait déclaré le 1^{er} novembre 2002 que vous seriez recherché par l'ANR, votre employeur parce que vous auriez relevé des éléments du dossier de la fille de votre cousine qui aurait été tuée par un caporal. Après ces révélations vous auriez quitté le Congo, mais ne faites pas état de véritables problèmes. De même, vous seriez considéré comme traître. Or, ces faits ne sauraient suffire et ne sont pas d'une gravité telle pour fonder à eux seuls une demande en obtention du statut de réfugié. Notons, également que votre cousine aurait saisi le Parquet et qu'une enquête aurait été ouverte suite aux révélations que vous auriez données.

De simples craintes hypothétiques qui ne sont basées sur aucun fait réel ou probable ne sauraient cependant constituer des motifs visés par la Convention de Genève.

Madame, vous dites avoir été arrêtée et retenue de décembre 2002 à janvier 2003 par des agents de l'ANR parce qu'ils seraient à la recherche de votre mari. Vous auriez été libérée grâce à l'intervention d'un prêtre, mais les agents de l'ANR auraient continué à vous menacer. Ces pratiques sont certes condamnables mais ne sauraient constituer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Par ailleurs, il faut souligner le changement important de la situation politique en RDC. En effet, on assiste à un réel effort de la part du pouvoir en place de rétablir la paix et de former un gouvernement démocratique à représentation géographique et ethnique. Ainsi, le 16 décembre 2002 un Accord Global sur le partage du pouvoir fut signé afin de créer un gouvernement d'unité nationale au terme duquel le président Joseph Kabila demeurera à son poste et ce, jusqu'à la tenue des premières élections libres et démocratiques depuis 45 ans ayant lieu le 30 juillet 2006. Les élections se sont déroulées dans un environnement généralement calme, marqué seulement par quelques incidents isolés. Un deuxième tour se déroulera le 29 octobre prochain. Les congolais ont été appelés à choisir leur président et les membres de leur parlement. Durant la transition M. Kabila a été assisté par quatre vice-présidents, représentant respectivement le gouvernement, le Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RDC-Goma), le Mouvement de libération du Congo (MLC) et l'opposition politique non armée. Nombreux progrès ont été réalisés durant la transition. Ainsi, une nouvelle Constitution adaptée par référendum ayant eu lieu en décembre 2005 a été promulguée le 17 février 2006 et une loi électorale en date du 9 mars 2006.

Ainsi, une crainte justifiée de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social n'est pas établie.

En outre, vos récits ne contiennent pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de vos demandes ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptibles de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

En effet, vous ne faites tous les deux pas état d'un jugement ou d'un risque de jugement vous condamnant à la peine de mort. Vous ne faites également pas état de risques concrets et probables de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants en cas de retour en RDC ou de risques émanant d'une violence aveugle résultant d'un conflit armé interne ou international.

Vos demandes en obtention du statut de réfugié sont dès lors refusées comme non fondées au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire, de sorte

que vous ne saurez bénéficier de la protection accordée par la Convention de Genève. Le bénéfice de la protection subsidiaire tel que prévu par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection doit également vous être refusé à tous les deux ».

Suite à un recours gracieux formulé par lettre du 1^{er} décembre 2006 à l'encontre de cette décision ministérielle, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration prit une décision confirmative le 6 décembre 2006.

Le 8 janvier 2007, les époux ... – ... ont fait introduire un recours contentieux contre les deux décisions ministérielles précitées.

Etant donné que tant l'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, que l'article 19, paragraphe 3 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection prévoient un recours en réformation en matière de demandes d'asile et de demandes de protection subsidiaire déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation introduit. Le recours en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

Les demandeurs reprochent en premier lieu au ministre de ne pas avoir tiré les conséquences qui s'imposaient du fait de la persécution dont ils ont été victimes ou pourraient être victimes en cas de retour dans leur pays d'origine, persécution liée à la fonction exercée par Monsieur ... en tant qu'officier de renseignement auprès de l'agence nationale de renseignement (ANR). Ils précisent que le danger de persécution aurait trouvé son origine dans les mesures de représailles émanant d'agent du ANR en raison de l'attitude de Monsieur ... consistant à fournir des informations acquises clandestinement sur son lieu de travail sur l'assassinat de sa cousine, meurtre qui aurait été commandité par l'administrateur général de l'ANR.

Ils relèvent encore que Madame ... aurait été arrêtée et retenue pendant 15 jours en raison de la disparition de son mari et qu'elle n'aurait pu être libérée que grâce à l'intervention d'un prêtre. Elle soutient que même après sa libération, les agents du ANR continuaient à la menacer et harceler pour conclure que ces faits constitueraient une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Ils précisent finalement que la date d'assassinat de la cousine de Monsieur ... aurait été le 17 mars 1999 et non le 17 novembre 1999 et qu'il devrait dès lors s'agir d'une erreur matérielle.

En conclusion, ils reprochent au ministre d'avoir fait une appréciation inexacte de leur situation en retenant dans sa décision de refus qu'ils ne feraient état que d'un sentiment général d'insécurité et ils se rapportent pour le surplus aux arguments développés dans leur recours gracieux.

Concernant la situation générale, ils contestent au vu de la situation chaotique qui règnerait en République Démocratique du Congo l'appréciation afférente faite par le ministre et se prévalent pour ce faire d'une prise de position des organisations non gouvernementales et de

communiqués de presse publiés sur internet qui confirmeraient notamment les cas de détentions arbitraires, d'actes de torture et de racket similaires à ceux vécus par les demandeurs eux-mêmes.

Le délégué du Gouvernement estime que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation des demandeurs, en soulignant en particulier que le récit des demandeurs ne serait pas crédible en raison des contradictions et invraisemblances relevées dans la décision ministérielle initiale, de sorte qu'ils seraient à débouter de leur recours.

L'article 1er, section A, 2. de la Convention de Genève, précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »*.

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

Il échet encore de rappeler que le tribunal, statuant en tant que juge du fond en la matière, doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur d'asile, tout en prenant en considération la situation générale existant dans son pays d'origine. Cet examen ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur.

Il y a lieu de relever liminairement que la décision ministérielle initiale, outre d'être motivée quant au fond par la considération que les motifs de persécution invoqués par les demandeurs ne sauraient pas, de par leur nature, être utilement retenus pour justifier une demande en obtention du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève, est basée sur le constat d'un défaut de crédibilité et de cohérence au niveau du récit présenté par les demandeurs à l'appui de leur demande, le ministre, dans sa décision initiale du 3 novembre 2006, citée ci-avant *in extenso*, ayant fait état à cet égard de toute une série d'incohérences et d'éléments mettant en doute la crédibilité des déclarations des demandeurs, surtout en considération du fait que Monsieur ..., au moment des faits qui auraient motivé son départ vers l'Europe, s'y trouvait déjà, tout en niant lors de la présentation de sa demande d'asile au Luxembourg, avoir déjà séjourné auparavant en Europe ou y avoir déposé une demande d'asile. Il résulte néanmoins de différents rapports versés en cause, notamment d'un procès-verbal du 29 septembre 2002, établi par la direction centrale de la police nationale française, que le demandeur, sous le couvert d'un faux passeport belge indiquant une autre identité que celle retenue actuellement, avait tenté d'entrer sur le territoire anglais et qu'il fut appréhendé par la police française, à laquelle il exposait avoir atterri directement à Paris en provenance du Kenya et qu'il aurait voulu demander l'asile en France, ceci sur base d'un récit qui diffère substantiellement de celui présenté aux autorités luxembourgeoises.

Force est de constater que le demandeur n'a pas pris position ni par rapport aux doutes émis par le ministre quant à la véracité de son récit, ni par rapport aux incohérences de son récit.

Quant au fait qu'il a invoqué un autre récit en France, le demandeur a tenté de préciser, dans une lettre manuscrite, non datée, qu'il n'y aurait aucune contradiction entre les deux récits et qu'il n'aurait que complété son récit présenté au Luxembourg, étant donné qu'il n'aurait pas pu dire toute la vérité aux autorités françaises dans la mesure où ces dernières collaboreraient avec les autorités étatiques du Congo.

Force est de constater que l'explication partielle avancée n'est pas de nature à clarifier la situation, dans la mesure où les deux récits sont fondamentalement différents et s'excluent mutuellement, telle que cela résulte des faits repris dans la décision ministérielle, citée ci-dessus. En effet, si selon ses dires, il avait été « *laissé tombé* » en date du 25 août 2002 par le gouvernement du Congo lors d'une mission effectuée au Rwanda, il ne lui aurait pas été possible de continuer à travailler au sein du même service jusqu'en novembre 2002 pour éclaircir l'assassinat de sa cousine. Par ailleurs, notamment le fait qu'il aurait été averti par des collègues de travail qu'il ferait l'objet d'une arrestation, ce qui aurait motivé sa décision de prendre la fuite, se situe à une date où il se trouvait déjà en France.

Dès lors, concernant les motifs de refus ci-avant évoqués basés sur l'invraisemblance et l'incohérence du récit présenté par les demandeurs, force est de constater que les explications partielles avancées ne sont pas de nature à élucider leur situation au regard des interrogations pourtant clairement posées, de sorte que le tribunal, confronté à un dossier non autrement instruit sur ces points, ne peut que constater que lesdits motifs de refus n'ont pas été utilement combattus.

Il suit de ce qui précède que les demandeurs n'ont pas fait état de manière crédible d'une persécution ou d'une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève susceptible de justifier la reconnaissance du statut de réfugié dans son chef.

A titre subsidiaire, c'est à bon droit que le délégué du Gouvernement a retenu que même à supposer ses allégations comme établies, le fait que l'employeur de Monsieur ... soit à sa recherche pour avoir divulgué des informations secrètes, ne correspond à aucun des critères de fond de la Convention de Genève. Ce n'est en effet pas en raison de leur race, de leur ethnie, de leur religion ou de leurs opinions politiques que les demandeurs sont recherchés.

Il se dégage des considérations qui précèdent que le recours sous analyse est à rejeter comme étant non fondé.

En ce qui concerne le refus du ministre d'accorder aux demandeurs le bénéfice de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, il y a lieu de rappeler qu'aux termes de l'article 2, e) de la loi du 5 mai 2006 précitée, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette*

personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays ».

L'article 37 de la même loi énumère en tant qu'atteintes graves, sous ses littéra a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; ou la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; ou des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Le tribunal constate à ce sujet que les demandeurs, à part de s'être référés à leur récit présenté pour obtenir le statut de réfugié et jugé ci-avant comme étant insuffisant pour servir de base utile à l'examen de leur demande, n'ont pas fait état d'autres éléments spécifiques qui justifieraient l'octroi de la protection subsidiaire dans leur chef, de sorte qu'en l'état actuel du dossier, le tribunal ne saurait utilement mettre en cause ni la légalité ni le bien-fondé de la décision déferée portant refus d'accorder aux demandeurs le bénéfice de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 18 juin 2007 par :

Mme Lenert, vice-président,
Mme Lamesch, premier juge,
Mme Thomé, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

Schmit

Lenert